

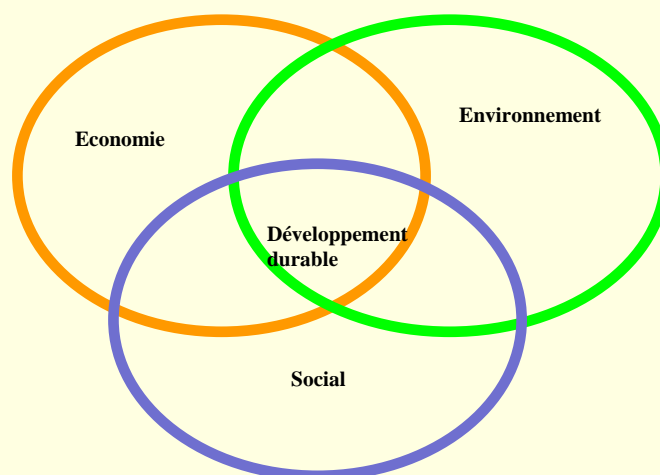
LE DEVELOPPEMENT DURABLE POUR LES PETITES ENTREPRISES ET LES ARTISANS.

La notion de Développement Durable est une thématique à la mode. Elle est largement reprise dans les médias et devient une donnée incontournable pour les agents économiques. Elle est autant source d'enthousiasme que d'inquiétude.

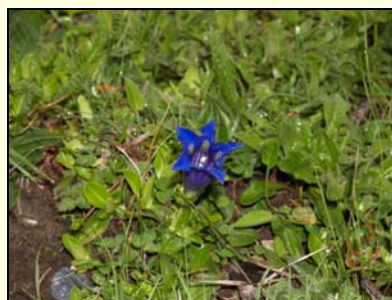
Définition.

Le Développement Durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins.

La notion de Développement Durable est illustrée par la figure suivante :



Le Développement Durable pose la possibilité d'un développement économique se conciliant avec une protection efficace de l'environnement et la préservation des objectifs sociaux.



Le Développement Durable implique un changement à long terme des pratiques économiques et de modèle de société.

Implications économiques du Développement Durable pour les petites entreprises et l'artisanat.

Sur le plan environnemental, la mise en place du Développement Durable en entreprise concerne principalement les mesures suivantes :

- la maîtrise de la consommation d'énergie et de matières premières
- la limitation et la gestion des déchets et des rejets dans l'eau ou l'air
- la limitation de la transformation des milieux naturels et du cadre de vie.

Les entreprises artisanales prises individuellement génèrent plutôt peu de pollution ou de déchets et leur impact sur le cadre de vie est modéré. Cependant, leur effet collectif sur l'environnement n'est pas nul.



La mise en œuvre du Développement Durable peut représenter une véritable opportunité pour les TPE et entreprises artisanales, car favorisant une meilleure performance lors de la production.

Elle s'appuie sur **l'éco-efficience** dont l'objectif est de promouvoir une utilisation plus efficace des matières premières et de l'énergie afin de réduire simultanément les coûts économiques et l'impact environnemental de la production.



Les mesures environnementales constituent une incitation à limiter la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières. Or toutes ces ressources ont un coût qui représente un part non négligeable des coûts de production des biens ou services des TPE et des artisans. Les possibilités de limiter ses consommations doivent être recherchées directement dans le mode de production du bien ou du service par l'entreprise. Elles peuvent consister en une réorganisation de certaines procédures et/ou des modifications des outils de production. Ces changements permettent d'introduire le progrès technique qui constitue un des facteurs essentiels d'amélioration de la productivité.



Le Développement Durable constitue aussi une incitation à baisser la quantité de déchets émis lors du processus de production ou à recycler ces déchets. La limitation de la quantité de déchets générée nécessite une analyse poussée de l'activité afin de voir à chaque étape, les opportunités existantes pour réduire les déchets.

Le recyclage nécessite une analyse approfondie des déchets et une réflexion sur les possibilités que ces déchets constituent, dans leur état initial ou après traitement, de la matière utilisable par l'entreprise à d'autres étapes du processus productif ou pouvant être vendue à d'autres agents économiques.

La mise en place du Développement Durable apporte aussi des avantages en termes de débouchés commerciaux.

Elle permet de se différencier par rapport à la concurrence sur de nouveaux critères : ceux de l'environnement. La montée en puissance de la notion de développement durable dans la société traduit une préoccupation croissante de nombre de personnes pour l'impact

environnemental et social de leur mode de vie. Le respect des conditions environnementales constitue ainsi un facteur important dans le choix des consommateurs.



Les critères environnementaux deviennent des critères possibles pour sélectionner les entreprises en vue de leur participation à des marchés publics. Le décret du 7 Janvier 2004 portant réforme du Code des Marchés Publics introduit la prise en compte de critères relatifs à la protection de l'environnement dans la passation de marchés publics. Son article 1^{er} pose la notion de développement durable comme un des objectifs de la commande publique et l'article 53 intègre dans les critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, les caractéristiques environnementales.

Enfin la mise en œuvre volontaire du développement durable permet à l'entreprise d'avoir une certaine avance sur la réglementation en place.



Sur le plan social, la mise en place du Développement Durable concerne principalement les axes d'action suivants :

- La valorisation des ressources humaines de l'entreprise
- La contribution de l'entreprise à l'équilibre du territoire au sein duquel elle se trouve.

La valorisation des ressources humaines concerne l'application de règles d'hygiène et de sécurité strictes qui permettent de mieux protéger les salariés et de garantir des conditions de travail satisfaisantes. Cette meilleure protection permet de limiter les accidents de travail ou autres problèmes de santé, source de coût pour l'entreprise.

Elle concerne aussi la formation des salariés. La formation favorise une acquisition permanente de nouveaux savoirs qui représentent des compétences supplémentaires pouvant être mises au service de l'entreprise. Ces nouvelles compétences apportent une contribution positive importante à la productivité.

Certaines mesures sociales consistent aussi en la promotion d'une meilleure participation des salariés à la vie de l'entreprise. L'intérêt pour l'entreprise est de nouer des relations de confiance.



Les mesures sociales permettent d'augmenter la productivité du travail grâce à un développement des savoirs, à une meilleure motivation et à une confiance plus forte des salariés. Mais elles contribuent en plus au renforcement de l'image de marque de l'entreprise et constituent ainsi un atout commercial. Les aspects sociaux peuvent devenir un critère de différenciation important car une grande part des clients des entreprises prend de plus en plus en compte les aspects sociaux dans ses choix.

La contribution de l'entreprise à l'équilibre du territoire où elle est insérée est aussi importante. L'entreprise, aussi petite soit-elle, contribue au développement local en fournissant emplois, salaires et recettes fiscales. Elle dépend en contrepartie de la bonne santé économique de son territoire en termes de qualité du marché du travail, de clients et d'infrastructure.

Cela nécessite de collaborer avec les acteurs locaux pour contribuer au développement local. Il s'agit d'apporter des idées aux acteurs locaux, de mettre le cas échéant des compétences à leur disposition, afin de participer au développement des atouts du territoire et à la réduction de ses faiblesses.

La contribution de l'entreprise à l'équilibre du territoire nécessite par ailleurs que l'information sur ses activités soit la plus claire possible.

Enfin, l'entreprise doit veiller à ce que son activité dans la mesure du possible permette une valorisation du patrimoine local (gastronomique, culturel et naturel par exemple).